

Brochure n° 3225

Convention collective nationale

IDCC : 1266. – **PERSONNEL
DES ENTREPRISES
DE RESTAURATION DE COLLECTIVITÉS**

AVENANT N° 42 DU 21 SEPTEMBRE 2006

**RELATIF AUX MINIMA CONVENTIONNELS
À COMPTER DU 1^{ER} OCTOBRE 2006**

NOR : *ASET0651307M*

IDCC : 1266

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des employeurs et des salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale pour le personnel des entreprises de restauration de collectivités du 20 juin 1983, étendue le 2 février 1984 (*JO* du 17 février 1984), tel que modifié par l'avenant n° 16 du 7 février 1996, étendu le 25 juin 1997 (*JO* du 5 juillet 1997).

Article 2

Salaires de base mensuels

Les salaires de base mensuels (pour une durée de travail de 151,67 heures) tels que définis à l'article 16 *bis*, paragraphe B, de la convention collective nationale, modifié par l'accord-cadre relatif à la mise en place de la réduction du temps de travail dans la branche de la restauration collective, sont modifiés comme suit, à compter du 1^{er} octobre 2006.

(En euros.)

NIVEAU	SBM AU 1 ^{er} OCTOBRE 2006
I A	1 221,03
I B	1 229,52
II A	1 244,08
II B	1 259,69
III A	1 301,30
III B	1 353,31
IV A	1 436,54
IV B	1 529,83
V A	1 675,86
V B	2 391,57

Article 3

Revenus minima mensuels

Les revenus minima mensuels (pour une durée de travail de 151,67 heures) tels que définis à l'article 16 *bis*, paragraphe C, de la convention collective nationale, modifié par l'accord-cadre relatif à la mise en place de la réduction du temps de travail dans la branche de la restauration collective, sont modifiés comme suit, à compter du 1^{er} octobre 2006.

(En euros.)

NIVEAU	SBM AU 1 ^{er} octobre 2006
I A	1 287,60
I B	1 367,81
II A	1 414,32
II B	1 431,23

NIVEAU	SBM AU 1 ^{er} octobre 2006
III A	1 476,31
III B	1 532,65
IV A	1 622,82
IV B	1 723,88
V A	1 882,08
V B	2 657,43

Article 4

Dénonciation ou modification de l'avenant

Le présent avenant, faisant partie intégrante de la convention collective nationale pour le personnel des entreprises de restauration de collectivités du 20 juin 1983, ne peut être dénoncé ou modifié qu'à condition d'observer les règles définies aux articles 2 et 3 de ladite convention collective nationale.

Article 5

Entrée en vigueur et durée de l'avenant

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur au 1^{er} octobre 2006.

Article 6

Extension de l'avenant

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement l'extension du présent avenant afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 20 juin 1983.

Dispositions convenues lors de la commission mixte du 21 septembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNRC ;
SNERRS.

Syndicat de salariés :

FGTA-FO.